

MESSAGE N° 85 19 août 2008
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi prorogeant le décret
relatif au fonctionnement et au financement des
classes relais et des mesures internes
aux établissements scolaires

Nous avons l'honneur de vous soumettre, sous forme de loi, une prolongation du décret du 13 décembre 2005 relatif au fonctionnement et au financement des classes relais et des mesures internes aux établissements scolaires, décret qui arrive à son terme le 31 août 2008. Ce décret règle en particulier le financement de certains coûts relatifs à la prise en charge d'enfants et d'adolescent-e-s présentant de graves difficultés de comportement par des enseignant-e-s accompagnés de personnel socio-éducatif, à l'interne et à l'externe des établissements scolaires. La prise en charge des coûts se fait selon le principe de solidarité qui prévoit une répartition des coûts entre l'Etat et l'ensemble des communes du canton.

1. MESURES PRÉVUES PAR LE MESSAGE ET LE DÉCRET DU 13 DÉCEMBRE 2005

Le message N° 225 du Conseil d'Etat du 31 octobre 2005 établit quatre mesures prioritaires permettant de répondre rapidement et efficacement aux difficultés comportementales apparaissant dans le domaine scolaire:

- le renforcement des actions conduites au sein des établissements, avec des ressources humaines mises à disposition des écoles ou en renforçant celles qui s'y trouvent déjà;
- la création de trois classes relais;
- la création d'une «unité mobile» dont une partie du personnel est à constituer avec des ressources de l'association REPER (anciennement Release), nécessitant cependant des engagements par la suite. Il est également prévu que cette unité mobile fonctionnera en concertation avec d'autres structures déjà existantes ou en préparation, propres au milieu social (par ex. AEMO) ou médico-social;
- l'instauration d'un organe de coordination (pilotage des mesures proposées, conduite du personnel y relatif, évaluation des mesures prises dans les écoles, etc.) à partir de l'année civile 2007, impliquant l'engagement d'un coordinateur ou d'une coordinatrice.

Afin d'assurer une répartition solidaire et équitable des frais liés aux trois classes relais et aux mesures internes dans les établissements entre l'Etat et les communes et afin d'en définir les principes essentiels de fonctionnement, il a fallu adopter des dispositions spécifiques. Celles-ci figurent dans le décret adopté par le Grand Conseil en décembre 2005 et entré en vigueur au 1^{er} janvier 2006, décret qu'il convient maintenant de prolonger puisqu'il vient à échéance au 31 août 2008. Ces dispositions figureront par la suite dans la loi scolaire actuellement en cours de révision.

2. ÉTAT DE LA SITUATION À CE JOUR DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

A ce jour, les différentes mesures prévues dans le message 225 déploient déjà des effets positifs sur le fon-

ctionnement de l'école obligatoire. La mise en œuvre des mesures est largement avancée, leur cohérence et leur complémentarité sont maintenant évidentes pour tous les partenaires de l'école.

Les ressources pour les **mesures internes** ont permis, soit à l'école primaire soit au cycle d'orientation, dans chacune des parties linguistiques de renforcer les dispositifs au sein des établissements. Toutes les demandes émanant des établissements ou relayées par les cadres des Services de l'enseignement obligatoire ont reçu des réponses sous forme de ressources humaines assurant une prise en charge rapide des problèmes qui ont surgi. Le développement de ces mesures va dépendre de l'évaluation des besoins (voir message 225) menée par l'organe de coordination.

Les deux **classes relais** de Fribourg ont été ouvertes en septembre 2006, la troisième classe, à Bulle, l'a été en septembre 2007. A la fin de leur première année scolaire, en juillet 2007, les deux classes relais de Fribourg, établies dans des locaux loués au foyer des Bonnesfontaines, ont accueilli 23 élèves, 11 de la partie francophone, 11 de la partie alémanique et une élève d'un autre canton; ils provenaient de 13 écoles du CO et d'un cercle scolaire primaire, pour une durée allant de 6 à 16 semaines, avec une moyenne s'établissant aux alentours de 10 semaines. Durant la seconde année scolaire, 28 élèves ont été placés en classes relais. Après deux ans de fonctionnement, ce sont ainsi 51 élèves qui ont été pris en charge par cette structure hors école destinée à les amener d'abord à une prise de conscience de leurs comportements problématiques, puis à une modification de ceux-ci.

L'équipe multidisciplinaire bilingue constituée pour encadrer ces élèves a connu des débuts exigeants en raison de l'important travail nécessaire à la mise en place concrète du concept et à l'élaboration et la définition adéquate des orientations pédagogiques, mais aussi en raison des difficultés posées par la prise en charge d'élèves au comportement particulièrement perturbant. Aujourd'hui encore, l'enseignement et les interventions éducatives en classes relais restent difficiles. Comme indiqué ci-dessous dans le paragraphe traitant de l'organe de coordination, il a fallu instaurer un responsable opérationnel des classes relais à la fois pour assurer une bonne cohérence de conduite mais aussi pour offrir le soutien nécessaire aux enseignant-e-s et au personnel éducatif. Ces classes déploieront tous leurs effets lorsque l'ensemble des mesures prévues pour la prise en charge des élèves qui présentent des difficultés comportementales sera mis en place.

Bilan des situations d'élèves après le placement en classe relais au terme des deux premières années scolaires:

	2006/07	2007/08
Réintégration provisoire en classe d'origine, puis autre solution	1	1
Réintégration scolaire (classe d'origine, autre classe, autre école) à satisfaction	15	17
Le placement a débouché sur une autre solution (suivi thérapeutique, famille d'accueil)	2	8
Placement encore en cours	2	1
Réintégration en classe d'origine sans évolution favorable	3	1

L'**unité mobile**, financée selon le message N° 225 par les ressources de Choise, n'a pas pu commencer son travail.

En effet, le mandat spécifique n'a pas pu être adopté en temps voulu en raison de difficultés organisationnelles posées, en particulier, par la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du programme de prévention Choice. Ces questions, en passe d'être réglées actuellement, nécessiteront le réexamen de l'ensemble du programme Choice, examen qui sera conduit en collaboration avec le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ). L'unité mobile va ainsi entrer prochainement en fonction sous la responsabilité de l'organe de coordination (voir ci-dessous).

L'organe de coordination a été assuré à ce jour par l'inspecteur des CO et les chefs des Services de l'enseignement obligatoire. La personne engagée à mi-temps (0.5 EPT selon budget 2007) en janvier 2007 en tant que coordinateur a fonctionné avant tout comme responsable opérationnel des classes relais, cette structure nécessitant une attention et un suivi particuliers de par sa nouveauté et le caractère particulièrement difficile des situations d'élèves qui la fréquentent.

Après l'acceptation du dernier budget, l'état des ressources à disposition dès janvier 2008 est le suivant:

MESURES INTERNES exprimées en EPT			CLASSES RELAIS	UNITÉ MOBILE	ORGANE DE COORDINATION
	f	d	2 classes francophones 1 classe alémanique	1 EPT DICS à engager 1,8 EPT à mettre à disposition par reper	1 EPT coordinateur; engagement en cours - 0,5 en 2007 - 0,5 en 2008
EP	4,5	2,1			
CO	3,5	1			

3. DÉVELOPPEMENT ET POURSUITE DE LA MISE EN ŒUVRE DES DIFFÉRENTES MESURES

Le développement de l'ensemble des mesures prévues en comparaison de celles qui ont pu être réalisées à ce jour figure dans le tableau de synthèse annexé.

Le plan financier adopté en début de législature prévoit la poursuite du programme tel qu'il a été décrit dans le message N° 225.

Les quatre mesures prévues seront donc pleinement opérationnelles dans les mois à venir.

L'unité mobile fonctionnera dès la signature du nouveau mandat de l'Etat de Fribourg à l'attention de REPER; un poste financé par la DICS et inscrit au budget 2008 complètera les ressources mises à disposition par REPER.

Avec l'engagement du coordinateur bilingue à partir du 1^{er} juin 2008, l'organe de coordination pourra désormais

accomplir ses tâches: distribution des ressources pour les **mesures internes** selon le besoin des établissements, coordination des différentes mesures du canton, travail en réseau avec les Services de l'Etat et les institutions concernés par la thématique, évaluation des engagements de l'unité mobile, des mesures internes des écoles et des prestations des classes relais.

4. BESOIN D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL GLOBALE – INTERNAT – POUR ÉLÈVES À COMPORTEMENT DIFFICILE MAIS NON DÉLINQUANTS

Le bilan de la première année scolaire des deux premières classes relais est positif: sur les 22 élèves fribourgeois accueillis, 15 ont pu être réintégrés dans leur école d'origine (cf. tableau ci-dessus). Les autres élèves ont été placés en stage de formation ou en préapprentissage (mise au bénéfice de l'art. 37 de la loi scolaire par décision inspectoriale ou placement au Centre de préformation de Grolley du foyer St Etienne). Les difficultés de trouver des solutions adéquates pour ces jeunes, dues essentiellement au manque d'institutions disposant d'une école intégrée et la nécessité d'offrir un encadrement complet qui soit de nature à assurer les nécessaires modifications comportementales amènent le Conseil d'Etat à mandater un groupe de travail DICS/DSAS chargé d'évaluer le besoin réel d'une structure d'accueil globale, sous forme d'un «internat», et de faire des propositions pour satisfaire au mieux à ce besoin.

5. PROLONGATION DU DÉCRET DU 13 DÉCEMBRE 2005

Afin de garantir le financement des trois classes relais et des mesures internes dans les établissements scolaires par l'Etat et les communes selon le principe défini à l'article 94 de la loi scolaire, le Conseil d'Etat vous invite à proroger le décret du 13 décembre 2005 qui prend la forme d'une loi en raison des articles 87 et 88 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil qui modifient la forme des actes du Grand Conseil en remplaçant le décret de portée générale par la loi. Une clause référendaire est ainsi prévue.

La durée de la présente loi est limitée à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi scolaire en cours d'élaboration.

Annexe: Tableau sur la planification et la mise en œuvre des mesures des années 2006 à 2010

**Planification et mise en œuvre
des mesures du suivi des élèves en difficulté de comportement de 2006–2010**

	Mesures internes aux établissements	Classes relais	Unité mobile	Organe de coordination	Total prévu	Total réalisé
Prévu en 2006 selon message	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 1 EPT de 0.6 EPT	Classes relais: fr. 2.2 EPT de 2.2 EPT	Création d'une unité mobile avec les ressources de Choice (actuellement 1.8 EPT)	La coordination se fait par les Services de l'enseignement obligatoire	6.0	
Accepté pour 2006	Renforcement des actions: fr. 1 EPT de 0 EPT	Classes relais: fr. 2.0 EPT de 1.8 EPT	----	La coordination se fait par les Services de l'enseignement obligatoire		4.8
Prévu en 2007 selon message	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 4 EPT de 2 EPT	Classes relais: fr. 2.2 EPT de 0 EPT	La partie «prévention» de Choice, soit 1.3 EPT est prise en charge par les communes, disponible pour la partie «intervention»	Création d'un organe de coordination (conduite du personnel, pilotage, éval. des dispositifs des écoles, etc.): 1 EPT	9.2	
Accepté pour 2007	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 2.0 EPT de 0.6 EPT	Classes relais: fr. 2.4 EPT de 0 EPT	----	Création d'un organe de coordination: 0.5 EPT		5.5
Prévu en 2008 selon message	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 2 EPT de 1.5 EPT		Création de nouveaux postes «Unité Mobile»: 1 EPT	Secrétariat organe de coordination: 0.4 EPT	4.9	
Accepté pour 2008	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 4.7 EPT de 2.3 EPT	Nomination d'un responsable et compléments d'intervention: fr. 1.4 EPT de 0.8 EPT	Création de nouveaux postes «Unité Mobile»: 1 EPT	Création d'un organe de coordination, seconde partie: 0.5 EPT		10.7
Prévu en 2009 selon message	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 2 EPT de 1 EPT	Création d'un internat, si les années précédentes en démontraient le besoin	Création de nouveaux postes «Unité Mobile»: 1 EPT		4.0	
Prévu en 2010 selon message	Renforcement des actions dans les écoles: fr. 0.2 EPT de 0.4 EPT		Création de nouveaux postes «Unité Mobile»: 1 EPT		1.6	
Total prévu	14.7 EPT	6.6 EPT	3.0 EPT	1.4 EPT	25.7	
Total réalisé	10.6 EPT	8.4 EPT	1 EPT	1 EPT		21

BOTSCHAFT Nr. 85 19. August 2008
**des Staatsrats an den Grossen Rat zum
Gesetzesentwurf zur Verlängerung des Dekrets
über die Finanzierung und den Betrieb der
Anschlussklassen und der schulinternen
Massnahmen**

Wir legen Ihnen hiermit eine Verlängerung des Dekrets vom 13. Dezember 2005 über den Betrieb und die Finanzierung der Anschlussklassen und der schulinternen Massnahmen in Form eines Gesetzes vor. Dieses noch bis zum 31. August 2008 gültige Dekret regelt insbesondere die Finanzierung gewisser Kosten für die Betreuung stark verhaltensauffälliger Kinder und Jugendlicher durch Lehrkräfte, die von schulexternen und schulinternen sozialpädagogischen Fachleuten unterstützt werden. Die Übernahme der Kosten erfolgt gestützt auf den Solidaritätsgrundsatz, wonach der Kanton und alle Gemeinden des Kantons sich die Kosten teilen.

**1. IN DER BOTSCHAFT UND IM DEKRET VOM
13. DEZEMBER 2005 VORGESEHENE
MASSNAHMEN**

Die Botschaft Nr. 225 des Staatsrats vom 31. Oktober 2005 beinhaltet vier prioritäre Massnahmen, die einen schnellen und wirksamen Umgang mit Verhaltensauffälligkeiten in der Schule versprechen:

- Verstärkung der Aktionen in den Schulen mit dem Personal, das den Schulen zur Verfügung steht, oder durch die Verstärkung der vorhandenen Personalressourcen.
- Schaffung von drei Anschlussklassen.
- Einrichtung einer «Mobilen Einheit», die zum Teil durch die Fachstelle REPER (früher: Release) gebildet wird, für die jedoch später weitere Anstellungen nötig werden. Diese mobile Einheit soll mit den bereits bestehenden und den im Aufbau befindlichen Strukturen des Sozial- (z.B. AEMO) und des Gesundheitswesens zusammenarbeiten.
- Konstituierung eines Koordinationsorgans (Steuerung der vorgeschlagenen Massnahmen, Führung des dafür eingesetzten Personals, Beurteilung der in den Schulen getroffenen Massnahmen usw.) zu Beginn des Kalenderjahres 2007 und damit verbunden die Anstellung einer Koordinatorin oder eines Koordinators.

Um für eine solidarische und gerechte Verteilung der mit den drei Anschlussklassen verbundenen Kosten zwischen Kanton und Gemeinden zu sorgen und die wesentlichen Grundsätze des Betriebs festzulegen, mussten besondere Bestimmungen festgelegt werden. Diese wurden in dem Dekret eingeführt, das der Grosse Rat im Dezember 2005 verabschiedet hat und das am 1. Januar 2006 in Kraft getreten ist. Dieses Dekret gilt es nun zu verlängern, da seine Gültigkeit am 31. August 2008 erlischt. Diese Bestimmungen werden dann später ins Schulgesetz integriert, das derzeit revidiert wird.

**2. VOLLZUG DER MASSNAHMEN:
HEUTIGER STAND**

Die verschiedenen Massnahmen, die in der Botschaft Nr. 225 vorgesehen sind, beginnen bereits eine positive

Wirkung auf den Betrieb der obligatorischen Schule zu zeigen. Die Umsetzung der Massnahmen ist weit vorangeschritten; alle Partner der Schule können sich nun davon überzeugen, dass diese Massnahmen kohärent sind und sich ergänzen.

Dank den Mitteln für die **schulinternen Massnahmen** konnten in beiden Sprachregionen die schulinternen Angebote in den Primar- oder in den Orientierungsschulen ausgebaut werden. Alle Gesuche um Ressourcenpersonen für eine rasche Regelung der aufgetretenen Probleme, die seitens der Schulen eingereicht oder von den Verantwortlichen der Ämter für den obligatorischen Unterricht weitergeleitet wurden, sind beantwortet worden. Die weitere Planung dieser Massnahmen wird von der vom Koordinationsorgan durchgeführten Bedarfsabklärung (siehe Botschaft Nr. 225) abhängen.

Die beiden **Anschlussklassen** in Freiburg, die in gemieteten Räumen im Kinder- und Jugendheim Bonnefontaines untergebracht sind, wurden im September 2006 eröffnet, die 3. Klasse in Bulle kam im September 2007 hinzu. Am Ende ihres ersten Schuljahres im Juli 2007 zählten die beiden Freiburger Anschlussklassen 23 Schülerinnen und Schüler, 11 aus dem französischsprachigen Kantonsteil, 11 aus dem deutschsprachigen und eine Schülerin aus einem anderen Kanton. Diese kamen aus 13 Orientierungsschulen und einem Primarschulkreis und blieben zwischen 6 bis 16 Wochen, wobei der Durchschnitt bei etwa 10 Wochen lag. Im zweiten Schuljahr wurden 28 Schülerinnen und Schüler in eine Anschlussklasse platziert. In den zwei Jahren seit dem Start des Projekts sind in dieser ausser-schulischen Einrichtung somit insgesamt 51 Schülerinnen und Schüler betreut worden, damit sie sich ihres problematischen Verhaltens bewusst werden und dieses ändern.

Das zweisprachige fächerübergreifende Team zur Betreuung der betroffenen Schülerinnen und Schüler hatte aufgrund der beträchtlichen Arbeitslast, die für die konkrete Umsetzung des Konzepts, die Erarbeitung und angemessene Festlegung der pädagogischen Zielsetzungen bewältigt werden musste, sowie der mit der Betreuung besonders verhaltensauffälliger Schülerinnen und Schüler verbundenen Schwierigkeiten einen schwierigen Start. Auch heute noch gestalten sich der Unterricht und die pädagogischen Massnahmen in den Anschlussklassen schwierig. Wie weiter unten im Absatz zum Koordinationsorgan erläutert wird, musste ein operativer Leiter für die Anschlussklassen angestellt werden, um den Lehrpersonen die nötige Unterstützung zu leisten und zudem auch für eine kohärente Projektleitung zu sorgen. Sobald sämtliche vorgesehenen Massnahmen für die Betreuung verhaltensauffälliger Kinder und Jugendlicher umgesetzt sind, werden diese Anschlussklassen ihre Wirkung voll entfalten können.

Situation der Schülerinnen und Schüler im Anschluss an die Betreuung in einer Anschlussklasse nach den zwei ersten Schuljahren:

	2006/07	2007/08
Provisorische Wiedereingliederung in die ursprüngliche Klasse, danach andere Lösung	1	1
Erfolgreiche Wiedereingliederung (urspr. Klasse, andere Klasse, andere Schule)	15	17
Es wurde eine andere Lösung gefunden (therapeutische Nachbetreuung, Pflegefamilie)	2	8
Suche nach einer Lösung ist noch im Gang	2	1
Wiedereingliederung in die ursprüngliche Klasse ohne positive Entwicklung	3	1

Die **Mobile Einheit**, die gemäss der Botschaft Nr. 225 über die Mittel des Präventionsprogramms «Choice» finanziert wird, konnte ihre Arbeit noch nicht aufnehmen. Denn aufgrund organisatorischer Schwierigkeiten – bedingt durch die Notwendigkeit, den ordentlichen Ablauf des Präventionsprogramms «Choice» zu gewährleisten – konnte das entsprechende Mandat nicht rechtzeitig verabschiedet werden. Diese Fragen, die derzeit geregelt werden, erfordern eine Überprüfung des gesamten Angebots von «Choice» in Zusammenarbeit mit dem Jugendamt. So wird die Mobile Einheit demnächst ihre Tätigkeit unter der Leitung des Koordinationsorgans aufnehmen (siehe unten).

Die Aufgaben des **Koordinationsorgans** wurden bisher durch das OS-Inspektorat und die Vorsteher der Ämter für den obligatorischen Unterricht wahrgenommen. Die im Januar 2007 halbtags als Koordinator angestellte Person (0.5 VZÄ gemäss Voranschlag 2007) war vor allem für den operativen Betrieb der Anschlussklassen zuständig, da für diese Einrichtung aufgrund ihrer Neuheit und der sehr schwierigen Schulsituationen der dort betreuten Kinder und Jugendlichen eine besondere Aufmerksamkeit und Begleitung erforderlich ist.

Nach der Annahme des letzten Voranschlags stehen folgende Personalressourcen zur Verfügung (Stand: Januar 2008):

INTERNE MASSNAHMEN ausgedrückt in VZÄ			ANSCHLUSS- KLASSEN	MOBILE EINHEIT	KOORDINATIONS- ORGAN
	F	D	2 französische Klassen 1 deutsche Klasse	1 VZÄ EKSD, Anstellung hängig 1,8 VZÄ, VON REPER ZUR Verfügung zu stellen	1 VZÄ Koordi- nator; Anstel- lungsverfahren in Gang - 0,5 im 2007 - 0,5 im 2008
PS	4,5	2,1			
OS	3,5	1			

3. PLANUNG UND WEITERE UMSETZUNG DER VERSCHIEDENEN MASSNAHMEN

Eine Übersicht sämtlicher geplanter und bisher bereits realisierter Massnahmen ist in der Tabelle im Anhang zu finden.

Gemäss dem zu Beginn der Legislaturperiode verabschiedeten Finanzplan soll das Programm wie in der Botschaft Nr. 225 beschrieben weitergeführt werden.

Die vier geplanten Massnahmen sollen somit in den kommenden Monaten voll eingeführt werden.

Die **Mobile Einheit** wird ihre Tätigkeit aufnehmen, sobald die neue Leistungsvereinbarung des Kantons Freiburg mit der Vereinigung REPER unterzeichnet ist; eine von der EKSD finanzierte und in den Voranschlag 2008 eingetragene Stelle wird die von REPER bereitgestellten Personalressourcen ergänzen.

Mit der neu angestellten zweisprachigen Koordinatorin, die ihre Stelle am 1. Juni 2008 angetreten hat, wird

das **Koordinationsorgan** künftig seine Aufgaben erfüllen können: Zuteilung der Ressourcen für die **internen Massnahmen** nach Bedarf der Schulen, Koordination der verschiedenen kantonalen Massnahmen, vernetzte Zusammenarbeit mit den Amtsstellen des Kantons und den betreffenden Institutionen, Beurteilung der Einsätze der mobilen Einheit, der schulinternen Massnahmen und der Leistungen der Anschlussklassen.

4. BEDARF NACH EINEM INTERNAT FÜR VERHALTENS AUFFÄLLIGE, ABER NICHT STRAFFÄLLIGE KINDER UND JUGENDLICHE

Die Bilanz des ersten Schuljahres der beiden ersten Anschlussklassen fällt positiv aus: Von den 22 betreuten Freiburger Schülerinnen und Schülern konnten 15 wieder in ihre ursprüngliche Schule zurückkehren (siehe obige Tabelle). Die übrigen konnten ein Lehrpraktikum (Schnupperlehre) oder eine Vorlehre beginnen (gemäss Art. 37 des Schulgesetzes mit Erlaubnis des Schulinspektors oder Unterbringung im «Centre de préformation» des Foyer St Etienne in Grolley). Es hat sich als schwierig erweisen, geeignete Lösungen für die betroffenen Jugendlichen zu finden, vor allem weil es an Institutionen mit einem integrierten schulischen Angebot mangelt. Andererseits besteht die Notwendigkeit, eine umfassende Betreuung anzubieten, mit der die nötigen Verhaltensänderungen erreicht werden können. Diese beiden Gründe bewegen den Staatsrat, eine Arbeitsgruppe EKSD/GSD mit der Aufgabe zu betrauen, den tatsächlichen Bedarf nach einem stationären Aufnahmezentrum, also einem Internat (den tatsächlichen Bedarf nach einem Internat), abzuklären und Vorschläge zu unterbreiten, wie dies am besten realisiert werden könnte.

5. VERLÄNGERUNG DES DEKRETS VOM 13. DEZEMBER 2005

Um die Finanzierung der drei Anschlussklassen und der schulinternen Massnahmen durch den Kanton und die Gemeinden nach dem in Artikel 94 des Schulgesetzes festgelegten Grundsatz sicherzustellen, lädt der Staatsrat Sie ein, das Dekret vom 13. Dezember 2005 zu verlängern. Aufgrund der Artikel 87 und 88 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 soll dies in Form eines Gesetzes erfolgen, da in den betreffenden Artikeln bezüglich der Form der Erlasse des Grossen Rates das allgemeinverbindliche Dekret durch das Gesetz ersetzt wird. Somit ist auch eine Referendums Klausel vorgesehen.

Die Gültigkeit des vorliegenden Gesetzes ist bis zum Inkrafttreten des in Revision befindlichen neuen Schulgesetzes beschränkt.

Anhang: Tabelle bezüglich Planung und Umsetzung der
Massnahmen zwischen 2006 und 2010

Planung und Umsetzung der Massnahmen
zur Betreuung von verhaltensauffälligen Kindern und Jugendlichen; Jahre 2006–2010

	Schulinterne Massnahmen	Anschlussklassen	Mobile Einheit	Koordinationsorgan	Total geplant	Total realisiert
Gemäss Botschaft geplant für 2006	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 1 VZÄ dt. 0.6 VZÄ	Anschlussklassen: fr. 2.2 VZÄ dt. 2.2 VZÄ	Schaffung einer mobilen Einheit mit den Ressourcen von Choice (heute 1.8 VZÄ)	Die Koordination erfolgt durch die Ämter für obligatorischen Unterricht	6.0	
Genehmigt für 2006	Verstärkung der Aktionen: fr. 1 VZÄ dt. 0 VZÄ	Anschlussklassen: fr. 2.0 VZÄ dt. 1.8 VZÄ	----	Die Koordination erfolgt durch die Ämter für obligatorischen Unterricht		4.8
Gemäss Botschaft geplant für 2007	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 4 VZÄ dt. 2 VZÄ	Anschlussklassen: fr. 2.2 VZÄ dt. 0 VZÄ	Der Projektteil «Prävention» von Choice (1,3 VZÄ) wird von den Gemeinden übernommen: 1.3 VZÄ verfügbar für den Projektteil «Intervention»	Schaffung eines Koordinationsorgans (Personalführung, Steuerung, Beurteilung der Dispositive der Schulen usw.): 1.0 VZÄ	9.2	
Genehmigt für 2007	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 2 VZÄ dt. 0.6 VZÄ	Anschlussklassen: fr. 2.4 VZÄ dt. 0 VZÄ	----	Schaffung eines Koordinationsorgans: 0.5 VZÄ		5.5
Gemäss Botschaft geplant für 2008	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 2 VZÄ dt. 1.5 VZÄ		Schaffung neuer Stellen «Mobile Einheit»: 1 VZÄ	Sekretariat Koordinationsorgan: 0.4 VZÄ	4.9	
Genehmigt für 2008	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 4.7 VZÄ dt. 2.3 VZÄ	Ernennung eines Verantwortlichen und Erhöhung der Anzahl Akteure: fr. 1.4 VZÄ dt. 0.8 VZÄ	Schaffung neuer Stellen «Mobile Einheit»: 1 VZÄ	Schaffung eines Koordinationsorgans, zweiter Teil: 0.5 VZÄ		10.7
Gemäss Botschaft geplant für 2009	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 2 VZÄ dt. 1 VZÄ	Gründung eines Internats, wenn sich aus den Vorjahren ein entsprechender Bedarf abzeichnet	Schaffung neuer Stellen «Mobile Einheit»: 1 VZÄ		4.0	
Gemäss Botschaft geplant für 2010	Verstärkung der Aktionen in den Schulen: fr. 0.2 VZÄ dt. 0.4 VZÄ		Schaffung neuer Stellen «Mobile Einheit»: 1 VZÄ		1.6	
Total	14.7 VZÄ	6.6 VZÄ	3.0 VZÄ	1.4 VZÄ	25.7	
Total	10.6 VZÄ	8.4 VZÄ	1 VZÄ	1 VZÄ		21

Projet du 19.08.2008

Entwurf vom 19.08.2008

Loi

du

**prorogeant le décret relatif au fonctionnement
et au financement des classes relais
et des mesures internes aux établissements scolaires**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 19 août 2008;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Le décret du 13 décembre 2005 relatif au fonctionnement et au financement des classes relais et des mesures internes aux établissements scolaires (RSF 411.0.5) est prorogé jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi scolaire.

Art. 2

¹ La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2008.

² Elle est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Gesetz

vom

**zur Verlängerung des Dekrets
über die Finanzierung und den Betrieb
der Anschlussklassen und der schulinternen Massnahmen**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 19. August 2008;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Dekret vom 13. Dezember 2005 über die Finanzierung und den Betrieb der Anschlussklassen und der schulinternen Massnahmen (SGF 411.0.5) wird bis zum Inkrafttreten des neuen Schulgesetzes verlängert.

Art. 2

¹ Dieses Gesetz wird rückwirkend auf den 1. September 2008 in Kraft gesetzt.

² Es untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.